



Tout est bien...



2010 touche à sa fin. Une année agitée et troublée pour notre association confrontée à des situations inédites qu'elle s'est efforcée de gérer sans changer de cap, soit toujours dans l'intérêt de la communauté francophone. Une mission particulièrement difficile car certaines décisions prises au niveau suisse ont provoqué de malheureux effets collatéraux dont l'Union internationale de la presse francophone (UPF) se serait bien passée. Osons l'admettre: l'impossibilité d'organiser par notre section - pour des raisons indépendantes de notre volonté - des assises internationales dans le cadre de l'environnement du Sommet de Montreux a été un crève-cœur.

Heureusement, tout est bien qui finit bien. Le comité international du secrétaire général Georges Gros a pu tout de même se réunir. Il s'est retrouvé le 10 décembre dernier à Paris pour procéder aux élections statutaires.

Et avec le recul, on s'apercevra que le «colloque de remplacement» organisé à Cully par l'ASJF, en amont du Sommet de la Francophonie, servira de pierre angulaire. Sur laquelle se scellera un nouvel élément tentaculaire qui favorisera l'analyse et la pratique de la langue française dans les institutions internationales partout dans le monde. Mieux, le Cercle international de journalistes francophones paraît avoir un avenir prometteur si l'on se réfère aux propos tenus lors de son discours d'investiture par le nouveau président de l'UPF, le Marocain Abdelmounaïm Dilami. Le vœu de l'élu est d'encourager et de multiplier les rencontres et échanges entre journalistes francophones, en dehors des assises officielles. Avec son arrivée, une ère nouvelle s'ouvre pour l'UPF qui devra poursuivre sa mue. On attend d'Abdelmounaïm Dilami qu'il soit l'architecte du nouvel édifice UPF qui a besoin de beaucoup plus qu'un simple toilette.

Jean-Pierre Molliet

Alouette

Association suisse des journalistes francophones

www.francophonie.ch

Un «Café francophone» en marge du Sommet

La place du français dans le monde

L'une des activités de l'association «Défense du français» consiste à animer des discussions publiques. Montreux accueillait la 4^e édition des «Cafés francophones» après Vevey, Genève et Fribourg.



De gauche à droite: Jérôme Christen, Saghra Sadeghi, Daniel Favre, Frédéric Bouilleux, Didier Berberat.

Une occasion, à la veille de la rencontre des chefs d'Etat accompagnés de 3000 délégués, de mesurer l'état de santé du français. Frédéric Bouilleux, directeur de la langue française à l'Organisation internationale de la Francophonie, présenta la toute récente étude consacrée à la place de notre langue dans les cinq continents. C'est la concrétisation d'une résolution du Sommet de Québec: «Poursuivre et perfectionner l'observation du français.» On compte actuellement près de 220 millions de francophones. Ce nombre est en progression grâce à l'Afrique, mais décline ailleurs. Les zones d'ombre se situent notamment dans les organisations internationales et dans le monde scientifique.

L'OIF s'en préoccupe. Elle veille également, en fonction de ses moyens,

à la qualité du français dans l'enseignement, la diplomatie et l'univers numérique.

Et en Suisse?

Didier Berberat, conseiller aux Etats et président de l'association «Défense du français», estime que notre langue n'est pas en danger mais qu'elle est polluée par les anglicismes jusque dans l'Administration fédérale. Il se bat là-contre - parfois avec succès - tant sous la Coupole qu'à l'assemblée parlementaire francophone, dont il préside la Commission de l'éducation et de la communication. Au Grand Conseil vaudois, Jérôme Christen est devenu le gardien de la langue. En effet, exaspéré par les anglicismes, il a déposé une motion, très soutenue, qui se trouve sur le bureau du Conseil d'Etat.

Elle demande, à l'exemple du canton du Jura, une législation sur l'usage du français et la création d'un organisme chargé de sa promotion.

Très proche du terrain, Saghra Sadeghi, traductrice, tente elle aussi de lutter contre le franglais et surtout la paresse linguistique qui s'installe. Sans paraître puriste, il est encore possible, selon elle, d'écrire et de parler correctement.

Sa conclusion: «La langue ne sert pas seulement à s'exprimer, mais elle est le reflet de la pensée.»

Frédéric Bouilleux, quant à lui, reconnaît que nous subissons un impérialisme économique anglophone qui doit inciter les défenseurs du français à être non pas agressifs, mais «joyeusement offensifs».

Daniel Favre

Francophonie. Quelle est la situation de la presse francophone dans le monde? Trente journalistes ont dressé un constat des plus sombres à Cully

La presse en état de siège

C'est des relations ô combien délicates entre le pouvoir et les médias qu'il a été question lors du débat organisé à Cully en guise d'apéritif au Sommet par l'Association suisse des journalistes francophones. Trente journalistes en provenance du Canada, d'Afrique et d'Europe ont confronté leurs expériences sur le thème de l'indépendance financière des journaux face aux pressions du marketing et de la publicité. Disons-le d'emblée, le tableau qu'ils ont peint est des plus sombres, pour ne pas dire terrifiant. Car la situation de la presse empire partout.

Les journaux ont faim

«Les journaux sont pauvres au sein de groupes médiatiques très riches. Comment vivre de manière digne quand on est mal payé ou pas payé du tout?» s'in-

terrogent des confrères africains. Et de citer les petits cadeaux qui font partie du cérémonial lors des conférences de presse. A Kinshasa, on parle de «coupage» pour désigner des coupures de 10 dollars remises en mains propres aux journalistes. A Bangui, on est plus pudique: il s'agit de «frais de transport». Au Bénin, l'expression utilisée est la «somme forfaitaire».

Plus au nord, c'est en Mauritanie que la presse est la plus libre, «cela tient à la faiblesse du pouvoir central. Mais en Tunisie, la filature, les écoutes et tabassages sont le lot des journalistes», observe un confrère du Maghreb. «On a la vertu de ses moyens. Les annonceurs savent que les journaux ont faim», lance en écho un journaliste québécois. Résultat: les journalistes arrondissent leurs fins de mois dans les relations publiques.

A l'heure de la convergence, soit la fusion des activités médiatiques, qu'elles soient télévisuelles, radiophoniques, sur smartphone ou Internet, la dérive du métier est beaucoup plus insidieuse. Elle fait doublement le beurre des propriétaires de journaux qui utilisent déjà les médias pour arriver à leurs fins personnelles: le rachat d'une équipe de hockey ou la campagne de dénonciation des dépenses publiques, un thème très en vue dans certains milieux économiques. Un journaliste en poste à Bruxelles jette un éclairage troublant sur la pratique récurrente des enveloppes, très en vogue en Asie, surtout en Chine, puissances médiatiques de demain.

De quoi se réjouir de la prochaine conférence de presse d'une banque helvétique dont le principal actionnaire est asiatique? Et à l'Est, du nouveau? La chute du mur n'a rien changé. Dans les

médias, les anciens chefs sont restés à leur poste. La crise économique n'a fait qu'empirer la situation, se désole un consœur bulgare. «Du fait des intérêts politico-économiques, la pression est permanente. Dans les Balkans, je ne vois pas d'évolution positive à court et moyen termes», surenchérit un journaliste francophone, actif en Albanie.

Face à cette avalanche de plaintes, la poignée de journalistes suisses présents n'a pu qu'offrir le souhait d'une rigueur plus grande dans le cadre des recommandations du Conseil de la presse. En 2007, cet organe avait donné raison à l'Association Info-en-danger dont une plainte mettait le doigt sur une tendance inquiétante en Suisse: la collusion entre la publicité et le rédactionnel.

*Christian Campiche,
La Liberté (Fribourg)*

Un cercle de presse aux aguets

Taimour Hubert, Al-Ahram Hebdo, Le Caire (Egypte)

Cully a accueilli des journalistes venus de 16 pays pour faire connaître et partager leur situation face aux grands défis qui se posent à la pratique quotidienne de leur métier.

A l'initiative de l'Association suisse des journalistes francophones, les discussions ont conduit à dresser des constats préoccupants auxquels s'est identifié l'ensemble des participants originaires du Canada, d'Europe, d'Afrique subsaharienne, du Maghreb et du Moyen-Orient. En Suisse romande, où près de 1,5 million de personnes sont francophones (soit 20% de la population du pays) et où la distance entre communautés linguistiques s'est manifestée par d'âpres échanges au Parlement fédéral au moment de fixer le budget de l'organisation du Sommet de la Francophonie, les débats ne pouvaient que commencer par la défense de la langue française avec la formulation d'une exigence: celle que les institutions internationales mettent en œuvre un véritable plurilinguisme.

Pour en expliquer les enjeux, François Grin, professeur d'économie à l'École de traduction et d'interprétation de l'Université de Genève, est venu dénoncer l'oligarchie linguistique qui, sous prétexte de favoriser le multilinguisme, contribue en réalité à un appauvrissement de la diversité et favorise dans la pratique l'usage de l'anglais, ou plutôt du «globish», cet anglais standard qui voudrait s'imposer comme lingua franca et constituerait une hégémonie d'une langue sur toutes les autres.

France passive

Première concernée par la défense du multilinguisme au sein des institutions



Les participants du cercle des journalistes francophones lors de leur visite à Montreux.

internationales, la France - qui imagine qu'une oligarchie de trois langues pourrait sauver le français, «alors qu'il s'agit d'un piège servant à renforcer l'anglais», selon M. Grin, - n'a pas manqué d'être dénoncée - en raison de son aveuglement, voire de sa passivité. Au fil de la première journée, les discussions ont naturellement conduit à évoquer un parallèle entre perte de biodiversité et perte de diversité linguistique avec comme issue un monde uniforme et cauchemardesque, la surreprésentation des Anglo-Saxons dans la galaxie onusienne, non sans rappeler le «complexe de Fachoda», du nom de la localité située dans l'actuel Soudan. Où, en 1898, l'armée anglaise humilia un détachement colonial français en le contraignant à la retraite, sans même combattre.

Face à ce constat, l'Association suisse des journalistes francophones a annoncé

la création d'un poste d'observateur des usages linguistiques au sein des organisations internationales de Genève, Bruxelles, New York et Addis-Abeba. L'initiative a d'ailleurs reçu l'approbation de l'Observatoire des langues de Bruxelles, celui de l'Organisation internationale de la Francophonie, à Paris, et de plusieurs fonctionnaires responsables de secteur au Palais des Nations, à Genève. La tâche sera confiée à un journaliste chargé de créer un site Internet qui recueillera des informations-témoignages et anecdotes sur les pratiques linguistiques.

Discussions élargies

Ponctuées par des rencontres avec des journalistes de la Radio suisse romande, les discussions se sont élargies à l'indépendance des médias et à l'intégration des nouveaux moyens de communication

grâce à des intervenants venus d'autres publications francophones suisses comme *La Liberté* et *Le Temps*. Avec au menu la description des tentatives d'exploitation de la faiblesse financière des médias, qui influent sur la déontologie journalistique: volonté des annonceurs de placer de la publicité ressemblant à du rédactionnel, livraison clé en main d'articles payés par des annonceurs... Cela implique d'inévitables changements dans l'exercice du métier, mais avec une notion essentielle à sauver, la transparence qui permet au lecteur de déterminer le travail fourni par le journaliste.

Avec l'autre préoccupation évoquée, celle de l'utilisation de l'Internet comme support de diffusion de l'information, la question du financement est encore une fois centrale. Aucun modèle n'est à ce jour concluant, même si une tentative suisse, le Bondy Blog, de déplacer le journalisme vers le récit du blog a rencontré un certain succès pour décrire de l'intérieur la situation explosive des banlieues françaises.

Mais là se pose le problème de la défense des valeurs éthiques du métier de journaliste et le contrôle de l'information. Un point sur lequel tous les participants se sont montrés soudés et confiants de la valeur de leur travail en cette période de transition des métiers de l'information. Ils n'ont pas manqué de mentionner que jamais dans l'histoire l'apparition d'un nouveau média n'en a éliminé un autre.

Les réactions aux thèmes choisis pour cette rencontre qui touchent les points sensibles du journalisme actuel ont été nombreux. Et elles se poursuivront, puisque ce jeune Cercle international doit tenir des réunions régulières pour maintenir l'état d'alerte.

Haro sur les blogues

Gilbert Lavoie,
Le Soleil Québec

Les nouvelles technologies, et tout particulièrement les blogues, sont perçues comme des moyens de défense de la liberté d'expression dans les pays autoritaires. Le sujet a été longuement discuté à la rencontre qui s'est tenue à Cully, à l'initiative de la presse suisse.

Les représentants des pays du Sud ont rappelé à quel point ces nouvelles technologies étaient perçues comme une façon de contourner la censure dans certaines régions du monde. Mais ils ont déploré aussi la pollution de certains blogueurs qui lancent de fausses informations sur la Toile. On a cité le cas d'une femme de 65 ans qui a éclopé de quatre mois de prison en Tunisie

pour avoir répandu une rumeur trouvée sur un blogue et selon laquelle plusieurs jeunes garçons de sa ville avaient été enlevés.

Les journalistes africains ont également souligné que les adversaires politiques des régimes en place peuvent lancer des blogues à partir du Canada ou des États-Unis pour dénigrer leurs adversaires sans se faire inquiéter par la police.

Cette prolifération des blogues se couple d'un malaise grandissant entre les autorités gouvernementales et les médias. Selon une source québécoise, le travail des journalistes a été décrié par tous les politiciens présents à la dernière rencontre en Afrique du Sud des régions partenaires, un regroupement d'États fédérés dont le Québec est le cofondateur avec la Bavière.

Le Bondy Blog

Si les nouvelles technologies peuvent être source de frictions entre le pouvoir politique et les médias, elles sont également porteuses de beaux projets que les médias traditionnels sont incapables de lancer.

C'est le cas du Bondy Blog, un média en ligne lancé en novembre 2005 par le magazine suisse *L'Hebdo*, pendant les émeutes de la banlieue parisienne. Mis sur pied par les journalistes de *L'Hebdo*, le blogue est alimenté depuis par des jeunes de ces banlieues, avec pour objectif de raconter les quartiers populaires et de leur donner une voix dans les débats nationaux.

Deux ans après sa création, le Bondy Blog avait 200000 visiteurs par mois. La recette a été utilisée ailleurs en France et



L'initiateur du Cercle de Cully Jean-Marie Vodoz en conversation avec Patrick Nussbaum, rédacteur en chef de l'actualité de le RTS

(photo Molliet)

même dans certains pays du Sud, comme le Sénégal.

Comment réagirait la presse française et même internationale à une tentative des gouvernements de discipliner les blogues? Ça reste à voir. Mais il est évident qu'on y verra, dans certains milieux, un effort pour museler ces nouveaux médias. Une histoire à suivre.

La chronique du linguiste

La loi «Béguelin/Comte»: c'est tout bon!

Incontestablement de bon aloi, cette loi jurassienne ne va évidemment pas aussi loin que la 101 québécoise ou que la Toubon française. Et pourtant, que d'oppositions n'a-t-elle pas suscitées! Vécue comme la consécration de la motion Béguelin de 1985, il ne lui fallut pas moins de vingt-cinq ans pour enfin convaincre les élus. Vingt-cinq ans dans la vie d'un État guère plus âgé, c'est une éternité...

Belle au bois dormant, sommeillant dans les tiroirs du Parlement – «schubladisierte», diraient les Allemands, terme merveilleusement helvétique – elle fut par deux fois sauvée par le valeureux député autonomiste Pierre-André Comte (2001, 2004), des pseudo-progressistes, soucieux de ne pas froisser les hérauts de l'économie, ayant voulu la classer définitivement, la jugeant alors incompatible avec le slogan «Jura: pays ouvert!».

Deux ans plus tard, une nouvelle donne gouvernementale permit de rouvrir le dossier, ce qui aboutit, le 2 octobre 2007 – sous l'impulsion de Mme la ministre Elisabeth Baume-Schneider – à la création d'un groupe de travail chargé d'élaborer un projet de législation relative à la langue française. Ainsi Marie-José Béguelin, linguiste (fille de Roland), Pierre-André Comte, ancien collaborateur et «fils spirituel» de ce dernier, Marianne Finazzi, comédienne, Laurence Jobin, journaliste, Jean-Christophe Kübler, chef du Service juridique, et Michel Hauser, chef du Service de la culture (président du groupe), furent désignés pour assumer cette lourde tâche.

Finalement plébiscitée par les parlementaires jurassiens le 20 octobre 2010 – la veille du Sommet de la Francophonie de Montreux – cette

loi hautement symbolique, unique en son genre dans le paysage helvétique, coïncidait avec la sortie du livre *Identité et langue française*. De la législation linguistique dans le Jura, lequel relatait les aléas et péripéties d'une motion, de sa genèse à son nécessaire succès.

Pierre-André Comte: l'auteur-moteur

Hommage à Roland Béguelin, *Identité et langue française* est brillamment préfacé par la forte personnalité jurassienne qu'est Alain Charpillot. Celui-ci nous brosse un tableau décapant de la situation actuelle, dénonçant tour à tour les dérives scolaires, la perte des valeurs, les impasses de l'enseignement ainsi que le «snobisme anglomanique», pour conclure: «Dans le doute, il faut toujours légiférer, tel est le credo de notre époque.»

L'avant-propos entre aussitôt dans les détails, sans oublier de souligner l'importance du «changement de cap bénéfique que cette volonté nouvelle de se préoccuper de la singularité première du Jura francophone» et de souhaiter que la loi «aura valeur d'exemple pour l'ensemble de la Suisse romande» (p. 15).

Nullement restreinte au français, la loi n'occulte ni la minorité germanophone d'Ederswiler ni la tradition liée à la langue ancestrale («patois»).

P.-A. Comte ne manque pas non plus de rappeler que «le français est menacé, donc en situation de combat» (p. 23). Et de citer le manifeste *Avenir de la langue française*, signé en 1994 par 101 personnalités québécoises. Au chapitre III («Anglicismes et Cie» p. 29-32), le Québec est de nouveau

à l'honneur en la personne du professeur Robert Dubuc, dans sa différenciation des diverses catégories d'anglicismes. Par ailleurs, l'auteur est conscient des *Difficultés de la mise en œuvre* (p. 41), une mise en œuvre fondée sur la persuasion et non sur la coercition, ce qu'il résume ainsi: «Nous devons, autant que possible, rédiger le projet de loi de façon à réfuter toute allégation de violation du droit fédéral, des conventions internationales ou des déclarations constitutionnelles concernant les droits les plus fondamentaux. Nous croyons que cet objectif a été atteint» (p. 43). Pourtant, en consultation, le projet fut accueilli plutôt froidement, une expérience qui ravivait le souvenir d'un premier échec dans le passé (p. 48). Sereinement conservatrice, notre équipe prouvait cependant qu'elle était aussi résolument progressiste: «La promotion du français, pour être mieux perçue comme politique publique prioritaire, devrait être accompagnée d'une politique favorable à un plurilinguisme donnant la priorité aux langues nationales, l'allemand étant le plus sûr allié du français» (p. 49).

Cet ouvrage étant dédié à R. Béguelin, l'hommage de François Lachat (13 septembre 2008) y fait bonne figure (p. 59-63). Les repères sur *La place du français dans le monde* (p. 65-68) ne sont pas de trop, de même que le texte de la motion Béguelin (p. 71-72), de l'intervention de celui-ci au parlement, suivi de la réponse du ministre de l'Éducation, Roger Jardin (p. 72-76). Apparaissent également les vaillantes interventions de l'auteur pour sauver de l'oubli la motion susmentionnée (p. 77-79), et surtout la loi proprement dite telle qu'elle a été massivement adoptée les 20 octobre et 17 novembre 2010 (p. 80-86).

Aux autres cantons romands maintenant d'emboîter le pas aux Jura-siens qui leur ont montré courageusement le chemin...

Erich Weider

P.-S. - *Identité et langue française* peut être obtenu au secrétariat du MAJ, à Moutier, (032 493 49 44 maj.rj-uj@bluewin.ch) ou directement auprès de Pierre-André Comte, à Vellerat (comte.pa@bluewin.ch).

Bannir les anglicismes

Le Grand Conseil vaudois a accepté un postulat du député Jérôme Christen visant à favoriser l'usage du français. Son texte propose de bannir dans la loi les anglicismes dans les administrations et les institutions proches de l'État. Cette mesure, inspirée de la législation jurassienne, ne se veut pas une loi de police mais d'usage et de promotion de la langue française. De nombreux députés sont montés au créneau pour défendre la langue contre les «benchmark», «monitoring», «call center» et «spam» qui polluent la langue française. Le socialiste Laurent Ballif a, au contraire, suggéré de «laisser la langue évoluer» et d'«abandonner un combat d'arrière-garde».

Un poste d'observateur

Réuni à Cully le 18 octobre 2010, le Cercle international institué par l'Association suisse des journalistes francophones (ASJF) et constitué de professionnels venus de 16 pays a décidé d'instituer la fonction d'«observateur» des usages linguistiques au siège genevois des Nations Unies et dans diverses autres institutions internationales.

L'observateur, un journaliste, aura pour tâche d'analyser ces pratiques, notamment en ce qui concerne l'usage de la langue française, et de créer un site Internet destiné à diffuser ces informations. Les participants venus du Canada, d'Afrique et d'Europe se proposent d'enrichir le dossier de l'observateur en lui transmettant par courriel les informations sur les pratiques en vigueur, notamment à New York, Bruxelles et Addis-Abeba, carrefours internationaux de première importance.

Cette initiative a d'ores et déjà reçu l'approbation de l'Observatoire des langues de Bruxelles, de celui de l'OIF à Paris et Genève et de plusieurs fonctionnaires responsables du secteur au Palais des Nations.

L'ASJF se chargera de mettre en œuvre ce projet, en contact régulier avec les participants de la réunion de Cully.

Les participants:

Buzzetti Hélène, correspondante parlementaire, *Le Devoir*, Québec; Carbanaru

Mihaela, journaliste TV Roumanie; Cissé Ibrahim, rédacteur en chef *Reflets*, Sénégal; Coman Daniela, cheffe rubrique Radio Roumanie; Dérens Jean-Arnault, rédacteur en chef *Courrier des Balkans*; Faye Martin, chef de projet Radio Ndeke Luka, Sénégal; Hubert Taimour, rédacteur en chef *Al Ahram Hebdo*, Egypte; Janne d'Othée François, journaliste indépendant, Belgique; Karayenga Athanase, professeur UNI Bujumbura, Burundi; Khechana Rachid, rédacteur en chef *Le Point*, Tunisie; Lavoie Gilbert, chroniqueur politique *Le Soleil*, Québec; Nasr Gaby, rédactrice en chef *L'Orient le jour*, Liban; Sirakova Kremena, rédactrice Radio nationale Bulgarie; Stefarta Sorina, rédactrice en chef adjointe *Timpul*, Moldavie; Werly Richard, correspondant Affaires européennes, Belgique.

Les intervenants:

Arsever Sylvie, rédactrice *Le Temps*; Buechi Christophe, correspondant de la NZZ en Suisse romande; Campiche Christian, rédacteur en chef d'*Edito*, le magazine des médias; Grin François, professeur Université Genève; Michel Serge, rédacteur en chef adjoint *Le Temps*; Morand Catherine, journaliste indépendante; Pasche Marie-Christine, journaliste indépendante; Ribeaud José, journaliste libre; Ruffieux Louis, rédacteur en chef *La Liberté*.

«Mots en toc et tic»

Il y a des expressions qui agacent, celles qui reviennent sans cesse dans les conversations et dans le langage médiatique... Les «voilà!», le OUI qui cède sa place à «en effet».

Tout le monde est touché, Frédéric Pommier les appelle des «MAT» (maladies auditivement transmissibles). Citons ces mots à la mode: «j'adore», «c'est frais, c'est surréaliste», «j'hallucine»... «que du bonheur!».

L'auteur tente de comprendre les raisons de ces choix destinés à attirer l'attention, à se donner un genre. Pourquoi «une foule d'anonymes»? Pourquoi placer «les finances sous haute surveillance»? Et le ministre préoccupé par les coûts de la santé «au chevet des hôpitaux»... à quand «au chevet de la méningite»? poursuit Frédéric Pommier. De la grogne partout, surtout chez le petit personnel, mais le mot est rarement utilisé dans les hautes sphères.

En lisant cet ouvrage, on se rend compte du ridicule de certaines phrases: les articles «incontournables»! ou la multitude de périphrases afin d'éviter les répétitions: «La Ville éternelle», «le Nouveau-Monde», «le sexe fort», «une voiture de la marque au chevron»...

Ce moment d'amusement est signé Frédéric Pommier, chroniqueur à France Inter (Editions du Seuil-France Inter 2010). DF



Présence remarquée. La conseillère d'Etat Jacqueline de Quattro a honoré de sa présence la manifestation de Cully.

(photo Molliet)

P.P.
1000 LAUSANNE 12

Alouette

Parution trimestrielle.

Editeur: Association suisse des journalistes de langue française, 20, av. du Temple, CH-1012 Lausanne. Téléphone 021 653 12 20. CCP 10-3056-2 Lausanne.

Coordinateur et rédacteur en chef: Jean-Pierre Molliet.

Abonnements: compris dans la cotisation des membres de l'association: Fr. 20.- par an.

Impression: Swissprinters Lausanne SA

Publicité: page entière: 1500 fr.;

1/2 page: 800 fr. (1 parution); page entière: 1300 fr.;

1/2 page: 700 fr. (plusieurs parutions).

La publication de ce bulletin est gracieusement offerte conjointement par Edipresse et Swissprinters

La section suisse de l'Union internationale de la presse francophone (UPF) réunit 400 journalistes professionnels

ADHÉREZ

La langue française est notre instrument de travail

ASSOCIATION SUISSE DES JOURNALISTES DE LANGUE FRANÇAISE
20, AVENUE DU TEMPLE — 1012 LAUSANNE

Les brèves

Les «Mille-Z-erreurs»

1^{er} lauréat: Radio Télévision Suisse

Des centaines de messages ont été envoyés à l'association «Défense du français» relatant les «horreurs» diffusées par les médias durant l'année écoulée. Les journalistes de radio, TV, presse écrite ont une remarquable propension à masquer notre langue. A tel point que l'on se demande si c'est encore la leur. Le plus grave: la répétition des mêmes erreurs.

Nous connaissons les conditions de travail des journalistes et les délais qui les obligent à travailler

vite, mais cela n'empêche pas de respecter le français.

Un jury a examiné cette masse de messages. Il a mis en exergue les sévices que les journalistes de la RSR (pas tous heureusement), voire de la TSR, font subir quotidiennement au français sans jamais s'en excuser, encore moins se corriger mutuellement. Il a ainsi décidé, lors du Sommet de Montreux, d'offrir cette première distinction à Radio Télévision Suisse.

JH.F et DF

Notre association fait sa mue

Nouvelle dénomination: ASJF

Lors de l'assemblée générale du 23 septembre, à Cully (dont le PV se trouve sur notre site www.francophonie.ch), les membres présents ont été invités à simplifier le nom de l'ASJLF.

Sur les cinq propositions présentées, la majorité a soutenu le choix du comité: Association suisse des journalistes francophones (ASJF)

Cette nouvelle dénomination sera progressivement utilisée en fonction des réserves de papier au secrétariat!